Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Solidarite-avec-les-militants-de-l

Solidarité avec les militants de l'Herault

- Vie politique - Luttes et résistances -



Date de mise en ligne : samedi 12 septembre 2009

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Des lettres anonymes, expédiées au sénateur-maire UMP de Béziers et au Président Sarkozy en passant par quelques hommes de droite, lettres accompagnées de balles de 9 m/m, ont provoquées dans l'Hérault et particulièrement à St-Pons de Thomières et ses environs la mise en garde à vue de militants communistes et autres membres d'associations démocratiques diverses. Brigade anti-terrorisme, perquisitions, fouilles minutieuses, menottes, gardes à vue, interrogatoires, relevés d'ADN, etc... n'ont rien donnés, et pour cause !. Parmi eux, pointé comme instigateur-meneur, notre camarade Pierre Blondeau, secrétaire de la cellule de St-Pons dépendante de notre section ! Comme nous l'écrivions le 12 août, suite à une 1ere mise en garde à vue, dans un communiqué : "Notre camarde Pierre Blondeau, vient d'être interpellé, puis immédiatement relâché, dans l'affaire de menaces par envois de balles à des personnalités nationales et régionales. Une fois de plus, c'est aux communistes actifs dans l'affrontement de classe que s'en prend la droite pour alimenter les manoeuvres visant à faire connaître Raymond Couderc au plan régional et aussi oublier l'actuelle vague de licenciements." Les communistes de la section de Béziers sont totalement solidaires des neufs citoyens injustement soupçonnés, arrêtés et heureusement relâchés...

Voir les images du rassemblement sur le site

Article paru dans le Monde

Emoi dans l'Hérault après les interpellations dans l'enquête sur les menaces avec balles

LE MONDE | 07.09.09

Les onze hommes interpellés le 3 septembre dans l'Hérault dans le cadre de l'enquête sur les lettres de menace accompagnées de balles de 9 mm envoyées à des personnalités politiques, dont Nicolas Sarkozy, et placés en garde à vue pour dix d'entre eux, ont tous été remis en liberté. Le dernier, Pierre Blondeau, déjà entendu une première fois par la police au mois d'août, est sorti samedi 5 septembre dans la soirée. La police soupçonnait cet ancien militaire, qui tient une librairie-bureau de tabac dans le village de Saint-Pons-de-Thomières et dirige la section locale du PCF, d'être l'auteur d'une trentaine de courriers anonymes et menaçants, signés "cellule 34", tous postés du département de l'Hérault. Il est aussi le principal rédacteur d'un petit journal local militant, La Commune, et fait partie des membres de l'association Hurlevent, créée en mars 2008 pour s'opposer au projet d'implantation d'éoliennes.

D'autres membres de cette association, dont son président, Marcel Caron, principal de collège à la retraite, ont fait partie des personnes arrêtées dans plusieurs villages proches de Béziers. Mais les enquêteurs n'ont pas trouvé ce qu'ils cherchaient. "Rien qui permette l'identification du corbeau", concède le parquet de Paris.

Dans ce coin rural du département de l'Hérault, au coeur du parc régional du Haut-Languedoc, la stupéfaction a désormais fait place à la colère, car les perquisitions se sont succédé ces derniers jours. "Il y a en eu un nombre incalculable, proteste Dimitri Makrygiannis, secrétaire d'Hurlevent. A tel point que les gens se sont mis à avoir peur à chaque fois qu'une voiture s'arrêtait devant chez eux à 6 heures. La police ne va pas visiter tout le 18e arrondissement de Paris quand elle tombe sur un trafic de drogue !" Tous ceux qui côtoyaient Pierre Blondeau ont eu droit à la visite des enquêteurs et ont été perquisitionnés, notaire de Saint-Pons compris.

Joint par téléphone, un habitant de Riol, autre village tout proche, témoigne aussi, sous le couvert de l'anonymat, d'une présence policière massive. "On les voyait passer et repasser en voiture, dit-il. C'était pas discret d'ailleurs et

Copyright © Le Vénissian

ça finissait par nous agacer." Beaucoup s'étonnent du fait que les militants associatifs aient été particulièrement concernés par les recherches des policiers. "Notez bien qu'ils ne nous ont jamais parlé de politique", souligne l'un d'eux.

Résidant à Premian, autre village alentour, Marcel Caron, placé en garde à vue et relâché samedi en début de soirée, raconte : "Jeudi matin, ils ont fondu sur l'arrière-pays avec 50 voitures, et se sont mis à perquisitionner partout. Un seul a résisté parce qu'il connaît le droit, un militant de la Confédération paysanne. Moi, ça a duré 6 heures la perquisition chez moi, puis ils nous ont emmenés à Montpellier, menottés dans le dos. C'était assez intimidant."

Lors de l'opération, M. Caron assure avoir entendu un policier dire : "il nous faut des résultats, alors on tape dans le tas". Selon lui, les enquêteurs ont déclenché ce coup de filet sur la foi d'une expertise graphologique qui aurait trouvé des "similitudes" avec l'écriture de Pierre Blondeau. "Ils m'ont posé beaucoup de questions, poursuit le retraité, car Pierre n'ayant pas d'ordinateur, c'est moi qui lui tape son journal. " La Commune paraît trois fois par mois, et cible régulièrement le maire de Saint-Pons, le député socialiste Kléber Mesquida.

Mais, sur place, personne ne croit à la culpabilité de Pierre Blondeau. "Ce serait très surprenant que ce soit lui le corbeau car il dit et écrit ce qu'il pense, il s'exprime", assure M. Makrygiannis.

Secrétaire de la section PCF de Béziers, dont dépend Saint-Pons, Paul Barbazange le décrit comme un "sympathisant pas très expérimenté", qui a adhéré au Parti communiste trois ou quatre ans auparavant. "Je l'ai vu une fois après sa première audition par la police, il était assez malheureux d'être pris pour cible, ce n'est pas facile à supporter. Ça m'étonnerait beaucoup que ce soit lui." M. Blondeau, dépeint par ses amis comme une "grande gueule avec un coeur d'or", a déclaré, dimanche, après sa libération, sur France Bleu Hérault : "Ils veulent absolument trouver par tous les moyens ce corbeau mais les moyens employés sont quand même limites, au moins moralement." Avant d'ajouter : "Je suis en colère, parce que je viens de voir encore deux policiers en face de mon magasin, que j'ai chassés. Ça s'appelle du harcèlement ou de l'acharnement, ils commencent tous à me chauffer la tête." Réunis une première fois samedi soir devant la mairie de Saint-Pons, les habitants ont prévu de se retrouver au même endroit, mercredi 9 septembre, pour protester contre le déploiement policier. Au parquet de Paris, on indique sobrement que "l'enquête se poursuit".

Copyright © Le Vénissian